

« **De nouvelles ressources pour l'entreprise!** »

Ce deuxième numéro de notre 45^e année, essaie d'apporter des solutions éprouvées par l'étude de scénarios très modernes dans trois dossiers : le premier, consacré à « Internet, outil des communications » notamment dans le champ de la politique de l'environnement social, de la gouvernance ou de la finance, les deux suivants en déterminant des éléments pour définir « les choix de consommation courante » et « l'évaluation des choix de cette consommation »...

Mais dans le cadre de nos réflexions sur la crise et des remèdes qu'on peut, à notre manière lui apporter, il nous a semblé important de poser ici quelques analyses d'un phénomène qui concerne autant l'avenir des entreprises que des formations, des études et du modèle socio-économique que nous voulons rebâtir pour sortir de la crise.

Un fort intéressant colloque organisé le 18 février 2010 au Ministère de l'enseignement supérieur et de la Recherche servira de fil conducteur à cette réflexion ouverte en introduction. Il visait en effet, à étudier des solutions pour répondre à la volonté de promouvoir les Sciences humaines comme « **de nouvelles ressources pour l'entreprise** ».

12 % de chômage pour les licenciés en chimie et 5 % seulement pour les licenciés en lettres classiques...

De quoi remettre en place bien des idées fausses... Tels sont les chiffres de l'enquête nationale sur l'insertion professionnelle lancée par Valérie Pécresse, Ministre française de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, à la suite de la mission désormais attribuée aux universités de « L'orientation et l'insertion professionnelle » prévue par la Loi dite LRU du 10 août 2007.

Le rapport du Conseil pour le Développement des humanités et des sciences sociales, présidé par Marie-Claude Maurel (EHESS- École des Hautes Études en Sciences Sociales), publié le 13 janvier 2010, tout en considérant que près de 59 % des étudiants français de premier cycle sont inscrits en sciences humaines et sociales (SHS), constate que ces « usagers du service public » sont

malgré tout confrontés à l'absence de débouchés du fait de l'inadaptation des enseignements dans le 1^{er} cycle (L pour les 3 années de licence) notamment marquée par :

- une trop forte spécialisation en 1^{re} année d'université, qu'il faudrait remplacer par une renaissance de l'année de propédeutique, supprimée sans doute à tort, en 1966,

- une absence de visibilité des diplômés pour l'extérieur et en particulier pour les employeurs,

déjà fortement perturbés par l'application du système européen du LMD (3-5-8) si mal menée de 2002 à 2007 en particulier, qui devrait être clarifiée par un « référentiel licence » commun à toutes les universités,

C'est dans cette ligne de clarification des métiers possibles pour ses diplômés que le Président de l'université de Rennes 2, Marc Gontard lors d'un colloque organisé le 18 février 2010 au Ministère de l'Enseignement supérieur, a démontré que son université avait dû définir les cinq champs de compétence des formations de cette grande université de lettres et sciences humaines pour assurer leur lisibilité à l'égard des acteurs économiques :

- métiers de la culture et de la création artistique ;
- métiers des secteurs de la santé et du social ;
- métiers de l'éducation et de la formation ;
- métiers de l'administration et des organisations ;
- métiers de l'information et de la communication.

Les enjeux de l'insertion en sont importants puisqu'ils concernent près de 57 % des étudiants français, tous cycles confondus. C'est une préoccupation fondamentale du ministère comme l'a rappelé, avec justesse et précision, Patrick Hetzel qui est non seulement le Directeur général de l'enseignement supérieur comme ses prédécesseurs, mais qui a aussi la responsabilité de « l'insertion professionnelle » dans cette logique nouvelle.



Philippe NASZÁLYI

Directeur de la rédaction
et de la publication



Pour illustrer les faits, une étude réalisée du 2 au 9 février 2010 par *Opinion Way* pour le compte du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, auprès de 300 recruteurs et de 500 étudiants en lettres, langues, sciences humaines et sociales (LLSHS) sur la perception de ces formations, montre sans surprise que, pour les recruteurs et les étudiants, les sciences économiques (respectivement 78 % et 57 %), le droit (61 % et 45 %) et les langues (48 % et 42 %) sont considérés comme les trois filières les plus adaptées à l'entreprise. Viennent ensuite les langues étrangères appliquées (LEA), l'administration économique et sociale (AES), la psychologie et la sociologie. Seuls 11 % des recruteurs et 15 % des étudiants pensent que la filière des lettres est adaptée à l'entreprise.

Les recruteurs concèdent à ces étudiants de véritables atouts en termes d'aisance à communiquer, de capacités d'analyse et d'adaptabilité. Toutefois, 81 % d'entre eux et 87 % des étudiants ont le sentiment que l'accès à l'emploi reste difficile, voire très difficile pour 21 % d'entre eux, en particulier, dans une entreprise privée. Le contenu des formations est selon les recruteurs, déconnecté du monde entrepreneurial. Elles sont trop générales, ce qui mériterait d'être affiné à la lumière des conclusions du rapport du Conseil pour le développement des humanités et des sciences sociales de janvier dernier, ou expliqué par le sentiment vécu par les étudiants qui considèrent que leur formation est méconnue et pas suffisamment valorisée auprès des acteurs économiques. Méconnaissance du monde de l'entreprise et manque de compétences techniques à cause d'une formation trop théorique comme l'estiment 77 % des recruteurs, résument les principaux reproches faits à ces formations.

Notons toutefois, et ce n'est pas une moindre chose, que les qualités d'expression orale et écrite, les capacités d'analyse et de synthèse, l'ouverture d'esprit et la bonne culture générale sont reconnues à ces diplômés de LLSHS. Cela constitue une réelle valeur ajoutée pour les organisations économiques que de trouver des étudiants ouverts et soucieux d'acquérir de nouvelles compétences les rendant plus aptes que d'autres à s'intégrer dans les emplois proposés.

Rénover, voire à terme remplacer les élites françaises actuelles

pourrait aussi être un des enjeux bien compris de la loi LRU, relative aux libertés et responsabilités des universités. En effet, en redonnant, si leurs responsables en comprennent enfin l'enjeu, aux Universités, à l'instar des autres pays du Monde, le rôle moteur et directeur sur la Recherche et en lui assignant la tâche d'éduquer pour l'emploi, la politique du Président de la République, formé

lui aussi à l'Université, et dans ces formations LLSHS, rompt avec la pseudo « méritocratie » actuelle. Malgré quelques tentatives plus médiatiques que réellement innovantes et profondément utiles de certains, elle n'est en effet, plus guère qu'une simple reproduction sociale. Une nation ne peut se passer longuement de trouver des talents dans toutes les couches de la société, sous peine de mourir faute d'innovation et de développement. L'édit Ségur de 1781 et les pratiques oligarchiques qu'il démontrait, sont au moins autant la cause de l'effondrement de l'Ancien régime que l'accumulation de ses dettes et sa fiscalité archaïque. On néglige fréquemment cette donnée qui dérange tant l'idéologie ambiante. Pour notre époque, Pierre Bourdieu a montré depuis longtemps le leurre du concours égalitaire qui valorise l'*habitus* plus que la compétence ou la connaissance. Les « dynasties républicaines » pour reprendre le titre du remarquable ouvrage de Jean-Louis Debré, pour méritantes et exceptionnelles dans leurs engagements que soient certaines familles, ont dégénéré en des stratégies de reproduction via l'école, « la montée de la parentocratie » selon le titre de l'étude d'Agnès van Zanten¹ en « fabriquant » comme dans les Grandes écoles scientifiques « une micro-élite en circuit fermé » suivant les termes de Pierre Veltz². L'ENA, école qui ne dispense pas de savoir mais un « savoir/devoir-être » et son antichambre Sciences Po, ne sont plus signe de « l'excellence scolaire », mais de « l'excellence sociale ». Elles parachèvent la socialisation des élèves « via le ressassement de savoir-faire ritualisés » avec son « épreuve de bourgeoisie par excellence » que constitue le stage en préfecture ou en ambassade ». Telles sont en effet, les conclusions de l'étude statistique de longue durée et l'analyse qualitative de Jean-Michel Eymeri, qui qualifie ce diplômé de « dominant docile qui a adhéré aux valeurs de la société »³.

Cette qualification qui s'étend en fait à nombre des « produits » que sont ces anciens des Grandes écoles à la française, tant ces derniers deviennent déshumanisés et standardisés. Une formation qui dénie de fait, dans l'humaine nature, les fondamentaux qu'est la « sympathie animale », reconnue par Charles Darwin et que les publications récentes du spécialiste des primates le Professeur Frans de Waal⁴ ont étendu à « l'empathie ». Ces conclusions scientifiques viennent ébranler sérieusement les certitudes culturelles, véhiculées par l'idéologie dominante de ces écoles, celles de cette loi de la compétition ou de lutte

1. Agnès van Zanten, *La montée de la « parentocratie »*, Observatoire sociologique du changement (Sciences Po Paris), XYZep, n° 27, mai 2007, page 3.

2. Pierre Veltz, Tribune : *Les grandes écoles : l'urgence du regroupement*, avril 2005. http://www.veltz.fr/pierre_veltz/pierre_veltz_tribune.html

3. Jean-Michel Eymeri, *La Fabrique des énarques*, Paris : Économica, (Collection Études politiques), 2001. 261 p. ISBN : 2-7178-4252-7.

4. Frans de Waal, *L'Âge de l'empathie, ou le souci du bien-être d'autrui*, éditions les liens qui libèrent, Paris, 2010, 393 p.

pour la survie comme seule règle. De même, les travaux de Cédric Sueur, lui aussi éthologue et lauréat du « Prix de la recherche universitaire 2009 », ont démontré une tendance longue à la démocratie réelle et non formelle, celle « *qui permet de satisfaire la majorité des individus tout en conservant la cohérence sociale du groupe* »⁵. Il y a donc bien une morale naturelle, au sens presque thomiste du terme, à la compassion tout comme à la démocratie.

N'exalter que les penchants à la compétition, à l'égoïsme ou à l'agressivité est une vision limitée, sclérosante voire castratrice de l'éducation qui peut faire écrire à Florence Noiville, avec un brin certain de provocation, pour cette diplômée également de Sciences Po. : « *J'ai fait HEC et je m'en excuse* »⁶.

C'est donc une élite formatée par une idéologie particulière du management et non par la compréhension de ce qu'est le management, qui se montre incapable de remise en cause. Les conséquences humaines, de cette « religion du chiffre » dénoncée par Nicolas Sarkozy⁷, et des pseudos critères de performance en sont parfois mortelles. L'exemple du toujours Président, bien que désormais « non exécutif », de France-Telecom-Orange (35 suicides en 2008-2009 et 5 depuis janvier 2010) vient démontrer les erreurs de cette gestion « à courte vue » de l'avis de son successeur⁸.

Cela rejoint les conclusions du rapport, on ne peut plus d'actualité, de Joseph Stiglitz⁹, présenté en septembre 2009. De la même manière, la liste noire¹⁰, enlevée en 24 heures, par le Ministère du travail français des entreprises « en rouge », c'est-à-dire coupables de ne rien tenter pour remédier à cette dérive criminelle et au fond très onéreuse pour les hommes et la société, montre elle aussi, les limites de cette idéologie fondamentalement archaïque que nous avons appelée dès 1995, « la gestionite »¹¹ et que Vincent de Gauléjac¹² dix ans plus tard, a décrit dans son ouvrage : *La société malade de la gestion*.

La généralisation de l'étalon « MBA », pour définir l'élite n'a fait que rendre plus crucial cette problématique mortifère en la mondialisant.

Or non content de privilégier le culte de l'enseignement de l'argent sans grand lien, sauf formel avec l'économie réelle et les critères éthiques, si l'on n'en croit toujours Florence Noiville, ces formations ont amené à la direction des affaires et des hommes, tant ces deux choses se sont interpénétrées, une élite mondialisée souvent peu cultivée et très conformiste, le fameux « politiquement correct ».

Le palmarès de Shanghai qui sévit depuis 2003, et dont les plus courageux osent depuis peu, enfin, ça et là, dénoncer le caractère véritablement pervers en est la mesure. Et pourtant, il porte les germes mêmes de la destruction de tout système de valeurs éducatives et morales, par ses critères faussement objectifs et quantitativistes d'un matérialisme qui fleure bon les idéologies qu'on croyait disparues du « réalisme socialiste ». Appliqué non sans malignité au système libéral¹³, il n'est pas pour rien dans cette accélération de la « titrisation » au sens financier du terme ou de la marchandisation, des diplômes, formations ou institutions universitaires et pour tout dire de leur nivellement par l'imitation forcément par nature, réductrice à une médiocrité insignifiante.

Tous les rapports comparatifs des pays de l'OCDE démontrent que la compréhension des textes écrits qui nécessitent culture générale, une connaissance des « humanités » classiques, des arts, de l'Histoire, pour pouvoir envisager toute perspective historique, politique et sociale, ont atteint un niveau catastrophique. Un mauvais bouilli, informe, un *consensus* d'autant plus *mou* que prendre position, argumenter, s'interroger ou proposer, ce qui demande des connaissances avérées, s'est imposé. C'est désormais le conformisme ambiant que nous qualifierons de « bushisme » qui incarne cette classe sans doute dominante, mais qui n'est plus véritablement une élite, au sens étymologique du terme. Claire Oger¹⁴ a démontré que le « *candidat-modèle* » des grandes écoles qu'elle a étudiées dans la durée, se présente au concours préformaté par les normes et valeurs de l'école, il n'est donc plus question de savoir et de connaissances puisque « *La conversion semble alors déjà faite et il reste seulement à enseigner au néophyte les moyens qui lui permettront la meilleure discipline* » suivant la formule ancienne d'Erving Goffman¹⁵

5. Cédric SUEUR, Etude comparative de l'influence des relations sociales sur l'organisation des déplacements collectifs chez deux espèces de macaques (Macaca tonkeana, M. mulatta), thèse de doctorat de sciences, Université Louis Pasteur de Strasbourg et Université Libre de Bruxelles (Faculté des sciences-sciences biologiques), soutenue le 13 novembre 2008, <http://theses.ulb.ac.be/ETD-db/collection/available/ULBetd-02062009-112231/> (consulté le 17 octobre 2009).

6. Éditions Stock, Paris 2009, 112 p.

7. Discours du 14 septembre 2009, La Sorbonne, Paris.

8. Stéphane Richard, président de France Telecom, au 1^{er} mars 2010. Entretien dans Le Monde du 26 février 2010.

9. « Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social », 14 septembre 2009.

10. www.travailler-mieux.gouv.fr, 19 février 2010.

11. *Direction et Gestion* n° 155-156, décembre 1995, p. 6 – Éditorial. DOI : 10.1051/larsg:1995030.

12. Vincent de Gauléjac, *La société malade de la gestion, Idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social*, Seuil, Collection : Économie Humaine, Paris Parution 2005, 275 p.

13. « Les capitalistes nous vendront à crédit la corde pour les pendre » attribuée-t-on comme prophétie à Lénine.

14. Claire Oger, *Le façonnage des élites de la République Culture générale et haute fonction publique*, Presses de Sciences-Po, Collection Académique – Domaine Fait politique, Paris 2008, 308 pages ouvrage publié d'après sa thèse de doctorat en sciences du langage (analyse de discours), soutenue à l'université Paris 12 Val-de-Marne en 2002 sous la direction de Simone Bonnafous : *Candidats-modèles, cultures et méthodes. L'épreuve de culture générale dans trois concours de sélection des élites de la fonction publique (École de guerre/Cours supérieur d'état-major, École nationale d'administration, École nationale de la magistrature)*. Analyse de discours des rapports de jurys.

15. Erving Goffman, *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux*,

Les chances retrouvées des SHS

Ce constat pourrait n'être que négatif s'il ne s'accompagnait pas du fait que la crise durable qui secoue notre système, crise de valeurs au moins autant que financière ou économique constitue, comme toujours dans l'histoire en de pareils moments, une extraordinaire opportunité de faire apparaître une nouvelle élite ou de régénérer une élite qui n'en peut plus, faute de sang neuf. Vilfredo Pareto rappelle cette vérité que « *Toute élite qui n'est pas prête à livrer bataille, pour défendre ses positions, est en pleine décadence*¹⁶ ».

Pour livrer bataille, il ne suffit pas de défendre ses biens, comme nous le montrent à l'envi les séries télévisées américaines, dont *Damages*¹⁷ peut constituer une excellente étude sociale pour ce siècle, à l'instar des feuilletons que publiaient naguère dans les journaux, Emile Zola ou Eugène Sue, il faut aussi des convictions.

Certaines expériences comme Phénix ou le développement de l'apprentissage universitaire dans le projet du CNAM de Paris (Elsa), mais aussi depuis plusieurs années, à l'Université d'Évry-Val d'Essonne, sont là pour témoigner que la formation des cadres dirigeants ou des cadres intermédiaires, ne peut continuer à n'être le fruit d'une endogamie pénalisante et dangereuse pour la société et appauvrissante pour l'économie et les entreprises. Il n'est pas inutile de remarquer que les recruteurs, de l'enquête que nous avons citée déjà, reconnaissent que « *l'ouverture d'esprit et la bonne culture générale des candidats issus des filières littéraires* » dénotent avec le conformisme sclérosant des autres.

C'est une banalité, mais qui doit être redite, que de rappeler que pour qu'il y ait innovation, il faut une dose d'inventivité et que les problèmes sociaux ou de GRH ne se règlent pas par des modèles préconçus, mais par la communication interpersonnelle et « *la sensibilité au facteur humain* » dont témoignent les étudiants de ces filières. C'est bien « *parce que nous considérons que la diversité des esprits et des formations est une richesse, une source d'innovation et de créativité incomparables.* » que PricewaterhouseCoopers, par la voix de son Président pour la France, Serge Villepelet, participant du colloque du 18 février, a tenu à promouvoir dès 2006, le projet Phénix avec le soutien du MEDEF et de six autres entreprises (AXA, Coca-Cola Entreprise, HSBC, Renault, Siemens, Société Générale). Trois nouvelles entreprises ont rejoint l'opération depuis, L'Oréal, Randstad et Thales.

Même constatation chez Renault qui considère que c'est « *une excellente opportunité d'approfondir encore notre ouverture sur de nouvelles compétences, combiner les différentes sources de la connaissance et mieux maîtriser les enjeux économiques et sociaux de l'économie globale,* » comme le souligne Thierry Moulouguet, Directeur financier et Directeur-général-adjoint de Renault qui estime également que « *la performance économique aujourd'hui passe par la valorisation de la diversité au sein des entreprises* ».

C'est « *la recherche et l'intégration de talents* » qui pousse aussi Hubert Patricot, Président-Directeur-général de Coca-Cola Entreprise, à intégrer « *des étudiants diplômés de filières prestigieuses comme les lettres ou les sciences humaines* » constituant « *une superbe opportunité pour toutes les parties prenantes* ». Reconnaître le besoin de profils venus « *de formations universitaires 'atypiques'* », est indispensable car ces « *candidats aux profils variés et les formations universitaires – en lettres et sciences humaines ou fondamentales – sont un vivier auquel nous voulons faire plus largement appel* », continue Philippe Carli, Président de Siemens France car « *la première ambition (est) d'identifier les meilleurs talents et de les aider à construire leurs compétences* » conclut Gilles Denoyel, Directeur-général délégué chez HSBC France, autre entreprise impliquée dans le projet qui concerne pour le moment seulement, les universités de Paris 1, Paris 3, Paris 4 (Panthéon-Sorbonne, Sorbonne nouvelle et Paris-Sorbonne), Paris 12 Créteil et Marne-la-Vallée.

Cette insertion, au sein d'équipes de diplômés au niveau du master ou du doctorat (M et D) est encore une solution expérimentale, mais elle semble porter ses fruits, c'est-à-dire permettre une revitalisation d'équipes jusque-là monochromes ou univoques quant au parcours de formation préalable à l'embauche dans ces grands groupes.

Il y a sans doute des expériences à généraliser de ce modèle de recrutement entrepreneurial. On est toutefois encore loin d'un phénomène qui devrait s'étendre aussi bien pour les cadres des fonctions publiques que chez les décideurs ou élus politiques, quoique celui-ci paraisse s'amorcer, pour régénérer la classe dirigeante et la rendre de nouveau créatrice et dynamique, et plus généralement dans toutes les structures économiques et sociales. Il est intéressant de souligner que ce sont les entreprises qui semblent amorcer un mouvement qui avant d'être moral ou social ou simplement intelligent, est d'abord une nécessité économique. Plus on étend le champ ou l'assiette de son recrutement, plus l'on a de chances de trouver des talents créateurs et donc profitables.

Développé depuis une quinzaine d'années, l'apprentissage universitaire est un deuxième pilier de cette recherche de talents dans toutes les couches de la société, et notamment lorsqu'il se développe aussi dans les filières de lettres et de sciences humaines. Elsa (Étudiants de

Paris, 1968, Éditions de Minuit, p. 171.

16. *Les Systèmes socialistes*, Librairie Droz, Genève, 1965, Tome I, p. 40-41.

17. Série télévisée américaine créée par Todd A. Kessler, Glenn Kessler, Daniel Zelman, produite par Sony Pictures Television. 2007-2010.

lettres et de sciences humaines en alternance), lancé par le CNAM et Sciences Po en septembre 2006, est un « sas vers l'emploi » d'une année pour certains jeunes diplômés universitaires de licence ou de master, mais reste encore expérimental : quinze contrats de professionnalisation ont été signés dans ce cadre depuis septembre 2007, une cinquantaine de contrats pour 2009 et l'on espère une centaine par an à terme. C'est un « projet peu orthodoxe », confesse Vincent Merle chef de ce projet et Directeur de l'Institut MCVA (Management des compétences validation des acquis) et autre intervenant du colloque du 18 février. « *Les premiers partenariats ont été très longs à mener, il a fallu convaincre les entreprises qui ont des habitudes de travail avec l'apprentissage, obtenir de certaines OPCA qu'elles dérogent à leur règle d'attribution de contrat, convaincre les branches de faire un travail d'information auprès de leurs PME.* »

C'est souvent le même blocage culturel et institutionnel que rencontrent les promoteurs, du projet de formation de cadres intermédiaires, à partir d'étudiants issus de la diversité en administration économique et sociale à l'Université d'Évry Val d'Essonne¹⁸. Engagée depuis 2002, dans cette aventure de l'apprentissage au niveau licence (L1-L2 puis L3), en Administration économique et sociale (AES) avec un fort taux d'insertion réussie, a été labellisée « Grenelle de l'Insertion » en 2008¹⁹. Son Responsable depuis la création, rappelle qu'« *il faut convaincre plus les collectivités locales au conservatisme solidement ancré, casser la culture des stages gratuits, chère aux ONG, même plus célèbres et reconnues pour leur objet charitable, promouvoir la professionnalisation dans de nombreuses associations plus rompues aux facilités de l'emploi subventionné sans*

formation, habituer les entreprises à s'ouvrir à d'autres profils... et ce n'est pas une mince affaire! ».

Toutefois, pour pouvoir se développer, cette politique de professionnalisation des sciences humaines et sociales doit pouvoir bénéficier également d'un soutien réel des Pouvoirs publics qui ne peuvent en même temps vouloir insérer des étudiants par la formation *in situ*, et bloquer l'apprentissage dans le secteur public par des règles inadaptées, fruit d'une application sectaire et inintelligente en l'espèce, d'une politique générale de restrictions des postes, nécessaire par ailleurs. Dans ce même esprit de responsabilité, l'on pourrait souhaiter que le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, suggère, voire impose, malgré l'autonomie, une dotation financière par étudiant, moins discriminante entre ceux des sciences dites exactes et ceux des sciences humaines. Il s'agit là, fondamentalement d'une politique à très courte vue et qui en plus d'être incohérente, est profondément injuste et confiscatoire au sens que ce mot signifie en finances publiques.

L'enjeu en est l'emploi des jeunes, leur formation, leur insertion, le développement et l'innovation, c'est-à-dire la survie ou non d'un système économique et social.

On peut ou non contribuer à le recréer pour eux et avec eux, grâce à une société plus ouverte, plus juste, sans doute plus solidaire et plus entreprenante, et somme toute plus intelligente puisqu'elle sera appuyée sur une base sociale plus large.

Certaines entreprises, certaines universités ou Grandes écoles comme on vient de le voir, ont entamé le pari de l'ouverture réelle et de la construction d'un autre modèle de recrutement de ses élites. Les Elus et décideurs à tous les niveaux, sont-ils prêts à s'engager activement et concrètement dans cette voie ?

18. <http://deust.hautetfort.com/>

19. <http://dtse.hautetfort.com/>

CONFERENCE GENERALE IMHE 2010

L'enseignement supérieur dans un monde en profonde mutation Faire plus avec moins

Paris

13-15 septembre 2010

Organisée tous les deux ans, cette conférence est un événement essentiel pour tous les acteurs de l'enseignement supérieur. Réputée pour la qualité de ses intervenants, de ses séances de travail stimulantes et pour les opportunités de réseautage, elle réunit un public influent de décideurs politiques, de dirigeants institutionnels et d'experts universitaires dans l'enseignement supérieur.

La conférence aura lieu du 13 au 15 septembre 2010 sous le titre : l'Enseignement supérieur dans un monde en profonde mutation. Faire plus avec moins. Elle est organisée dans le cadre prestigieux du centre de conférences de l'OCDE à Paris.

Dans le contexte de la plus importante récession des pays de l'OCDE depuis de nombreuses années, la conférence permettra d'analyser la façon dont le secteur de l'enseignement supérieur – gouvernements, institutions et personnes – peut aider à retrouver un développement durable.

En s'appuyant sur les travaux de l'OCDE, indiscutablement reconnus de tous, et sur l'analyse et l'opinion de certains des plus grands experts du monde, la conférence visera à identifier comment atteindre des résultats de qualité dans l'enseignement supérieur avec une demande accrue et des ressources limitées.

Des approches novatrices pour relever les défis de l'équité et de l'efficacité seront examinées. Gouvernance, ressources, technologie, pertinence et pérennité seront parmi les thèmes clés. La conférence cherchera à reconnaître les tendances à long terme dans un contexte global et comprendra des analyses de politique nationale, des études de cas institutionnelles et les dernières recherches de l'OCDE et d'ailleurs.

www.oecd.org/edu/imhe/generalconference